



LÉGATION DE SUISSE
EN TURQUIE

Ankara, le 21 février 1953.

70/5 - ES/hp - Rp No 8

Déclarations de M. Köprülü

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Le vendredi 20 février, le Ministre d'Autriche offrait un dîner en l'honneur du Ministre des Affaires étrangères, M. Fuad Köprülü. Il n'y avait que seize convives, parmi lesquels peu de diplomates étrangers: l'Ambassadeur de France, le Ministre de Suède et le Ministre de Suisse. Après le dîner, M. Köprülü se retira dans un coin du salon avec deux de ses collaborateurs, tenant avec eux une conversation fort animée. Très tôt, l'Ambassadeur de France, dont la santé n'est pas bonne, se retira. Son départ mit fin à l'aparté de M. Köprülü.

Le Ministre turc s'approcha alors du représentant suédois et de moi-même, qui devisions dans un autre coin du salon. Particulièrement en verve et loquace, il s'entretint avec nous pendant plus d'une heure de la politique qu'il suit sur le plan extérieur.

Cette conversation à trois ne saurait être rapportée in extenso, car certaines remarques ne valent pas la peine d'être relevées. En revanche, j'ai estimé utile de consigner ci-après l'essentiel des idées et des avis émis par M. Köprülü. Comme vous le verrez, ces déclarations ne manquent pas d'intérêt dans la conjoncture politico-militaire présente.

Au Département politique fédéral,

B e r n e .

- 2 -

1. M. Köprülü me demanda tout d'abord quels étaient les commentaires de la presse suisse relativement au projet de pacte balkanique à l'étude entre Ankara, Athènes et Belgrade. Il me fut facile de lui donner les grandes lignes de ce que je venais de lire dans la "Neue Zürcher Zeitung", "Le Journal de Genève" et "La Nouvelle Revue de Lausanne". M. Köprülü parut très satisfait ajoutant: "Les Suisses sont des gens intelligents, qui savent juger objectivement une situation internationale. C'est la raison pour laquelle leur avis m'est très précieux".

Comme je faisais remarquer à mon interlocuteur que l'avis de la presse suisse, qui jouit de toute sa liberté d'expression, ne saurait cependant engager le Gouvernement fédéral qui, plus que jamais, est désireux de poursuivre une politique de neutralité, M. Köprülü déclara: "Le cas de la Suisse est tout à fait particulier et j'ai la plus grande compréhension pour vos nécessités politiques. Pour ma part, je comprends et j'admets la neutralité suisse, qui a fait ses preuves et m'inspire toute confiance."

2. Le Ministre de Suède, peut-être piqué par ce qu'il venait d'entendre, tint à rompre une lance en faveur de la neutralité suédoise. A cela M. Köprülü répondit en substance: "Je ne pense pas que la neutralité suédoise puisse être considérée du même oeil que la neutralité suisse. Tout d'abord votre position géographique vous tient au contact direct de l'URSS ou de ses satellites. Ensuite, vous faites nolens volens partie du bloc nordique dont deux pays déjà sont membres du Pacte de l'Atlantique Nord. Cette

- 3 -

division est préjudiciable aux intérêts de l'Europe. Du reste, en cas de conflit, je suis persuadé que vous ne pourrez pas rester neutres. Aussi suis-je d'avis que le Gouvernement de Stockholm devrait revoir sa politique extérieure. Je vous autorise même à le lui dire de ma part."

N.B. La suite du présent rapport ne fait plus que citer M. Köprülü, à qui se rapporteront donc tous les pronoms personnels ou adjectifs possessifs employés à la première personne.

3. Le Pacte de l'Atlantique Nord est évidemment pour la Turquie une sécurité plus grande que celle que lui garantirent, en 1939, la Grande Bretagne et la France. Les accords de 1939 sont toujours en vigueur, mais dans bien des cas, on peut considérer qu'ils sont devenus caducs par le jeu même des dispositions du Pacte atlantique. Toutefois, ce dernier est une machine assez lourde. Suivant les conditions dans lesquelles se présenterait un conflit avec l'URSS, ou avec l'un ou l'autre de ses satellites, cette machine risquerait de ne pas fonctionner à temps. C'est ce qui me donna l'idée de passer avec les puissances balkaniques, qui ont des raisons de craindre l'hostilité de l'URSS, un pacte d'assistance mutuelle. C'est là une nécessité de toute importance pour la Turquie, comme d'ailleurs pour la Grèce et la Yougoslavie. Aussi ne nous laissons-nous maintenant arrêter par aucun obstacle, car nous sommes persuadés que nous avons raison. Et si l'un ou l'autre de nos co-partenaires atlantiques

- 4 -

élève des objections, nous arriverons certainement à le convaincre que le Pacte balkanique n'est qu'un bastion avancé du Pacte de l'Atlantique, conçu dans le même esprit et dans le même but. Dans peu de temps, ce bastion sera plus solide que l'ouvrage central.

4. Lorsque je suis parti pour Belgrade chargé de la mission de convaincre le Président Tito de s'entendre avec la Grèce et la Turquie, beaucoup de mes collègues du Gouvernement et plusieurs de mes ambassadeurs me prédisaient un échec. J'ai été frappé du peu de temps qu'il m'a fallu pour faire entendre à Tito de quel côté était son intérêt. Il a compris que je poursuis une politique réaliste et courageuse, et que c'est sincèrement que j'ai tendu la main à la Grèce et à la Yougoslavie.

D'ailleurs, on a tort d'accuser Tito de communisme. Son régime, d'après ce que j'ai pu voir, s'achemine nettement vers un socialisme, dont la forme nous sera bientôt non seulement supportable, mais encore favorable. C'est là une évolution historique que certaines puissances occidentales devraient se dépêcher de reconnaître.

5. Le Gouvernement de M. de Gasperi a joué dans cette affaire un rôle essentiellement dicté par une politique de prestige. J'ai été effrayé de constater à quel point les Italiens sont hypnotisés par l'importance du problème de Trieste. Ledit problème est difficile à résoudre, j'en conviens. Mais on peut, il faudra même, lui trouver une solution. Or, ce n'est

- 5 -

pas au moyen des marchandages que l'on se propose de part et d'autre ou par des manoeuvres de basse classe qu'on y arrivera. A Rome, j'ai donné à M. de Gasperi toutes les explications pour lui faire comprendre clairement ce qu'est le Pacte balkanique envisagé. J'ai essayé de l'amener à y faire entrer l'Italie également, car c'est du côté des Balkans que se situe pour elle le danger. En théorie, il m'a très bien compris; mais à chaque instant de nos entretiens revenaient ces mots, comme la plainte d'un malade: "Trieste! Trieste! Trieste!"

6. Le partenaire qui poursuit aujourd'hui la politique la moins favorable aux intérêts de l'Occident est sans doute la Grande Bretagne. Celle-ci s'entête à vouloir faire cavalier seul comme si elle pouvait encore jouer un rôle différent de celui qui est assigné aux autres puissances occidentales. Tout resserrement d'alliance en Europe lui fait peur. C'est là une conception politique qui était valable pour une grande puissance coloniale. Mais les temps ont changé et la Grande Bretagne doit absolument revoir sa politique extérieure. Je trouve que M. Eden est beaucoup trop timoré et que ses actions et réactions sont beaucoup trop inspirées du souci de ménager la susceptibilité de Moscou. Or, nous connaissons la mentalité russe, nous autres Turcs, bien mieux que les Européens occidentaux. Ce n'est que par une attitude forte et courageuse que l'on arrivera à gagner la guerre froide. En effet, je suis persuadé que Moscou finira par céder devant la force de l'organisa-

- 6 -

tion défensive occidentale. Mais il faut pour cela que Staline ait la conviction que le monde occidental n'est ni divisé, ni divisible non plus. Je suis très impatient d'avoir à Ankara la visite de M. Eden pour lui expliquer ce point de vue et lui redonner l'espoir et le courage qui semblent parfois lui manquer en ce moment.

7. Avec la France, les choses vont mieux. Mais le nouveau Gouvernement français n'a pas encore assez de compréhension pour les intérêts de la Turquie en Méditerranée orientale. Toutefois, mieux que d'autres, la France reconnaît que la Turquie, actuellement bien armée et décidée à se battre, constitue le 70% de la sécurité dont jouit l'Europe occidentale. Essayez de supprimer de la surface du globe la presque île anatolienne, vous aurez immédiatement l'URSS en Iran, puis dans le reste du Moyen-Orient et enfin, par l'Égypte, tout le long de l'Afrique du Nord. Actuellement, la simple existence d'une Turquie forte retient les Soviétiques de toute action en cette partie du monde. C'est ce que j'expliquerai à M. Mayer lors de mon prochain voyage à Paris, où je me rends le 9 mars.

8. Washington est le seul gouvernement qui nous comprenne. Lors du passage du Général Eisenhower à Ankara et à Istanbul, j'avais eu l'occasion de lui expliquer le point de vue turc. A plusieurs reprises il m'avait donné l'assurance qu'il y était tout à fait acquis. Du reste son attitude, en tant que commandant en chef des forces du NATO, a prouvé que je pouvais avoir foi

- 7 -

en sa parole. Il n'aura certainement pas changé d'avis maintenant qu'il est Président des Etats-Unis. Je n'éprouve de ce côté là aucun souci. L'aide américaine à la Turquie est, à mon avis, une prime d'assurance que Washington paie, conjointement avec la Turquie, pour la sécurité du monde occidental. Notre part est la plus lourde.

9. Le Pacte balkanique sera signé à Ankara dans peu de jours, à la fin de février. Je tiens en effet beaucoup à mettre nos co-partenaires du Pacte atlantique devant le fait accompli. Cela fera tout d'abord s'évanouir les rumeurs qui circulent en ce moment, selon lesquelles certaines pressions étrangères m'auraient fait hésiter à conclure ledit pacte. Par ailleurs, j'aurais moins de peine à persuader soit M. Mayer à Paris, soit M. Eden à Ankara, non seulement de la justesse des vues turques, mais encore de la ferme volonté qui nous anime d'organiser activement et rapidement la défense de l'Occident contre toute entreprise de l'URSS. Le Pacte balkanique, dans sa première édition, n'aura peut-être pas de clauses militaires. Mais on peut néanmoins le considérer, dès à présent, comme un pacte défensif. Nous le rédigerons de façon à lui donner une forme assez souple pour qu'il n'offusque aucun de nos co-partenaires du Pacte atlantique, mais tout en permettant à ses trois co-signataires de préparer valablement et solidement la défense militaire des Balkans. Vous verrez que les Italiens finiront par se joindre à nous et que l'OTAN devra se rendre à nos arguments, non seulement en entérinant le Pacte balkanique, mais encore en le garantissant. L'Europe occidentale y

a tout intérêt, sans aucun doute.

10. Dans le Moyen-Orient, la politique occidentale a été malheureuse. Dans l'affaire de l'Iran comme dans l'affaire égyptienne, la Grande Bretagne a agi fort maladroitement. En Tunisie, au Maroc, en Algérie même, la France accumule faute sur faute. Les Etats-Unis, mal conseillés par leurs deux partenaires, ont également commis des erreurs. Nous payons tout cela maintenant et très cher. Aussi ne faut-il pas escompter pour demain d'amener les Pays arabes à concevoir une alliance avec l'Occident, dirigée contre l'Union soviétique. Nous devons, nous les Turcs, aider nos partenaires occidentaux à reprendre le problème arabe à sa base. Cela prendra beaucoup de temps et nous n'y arriverons qu'à force de sagacité, d'intelligence et de patience. Quant au problème israélien, il ne vient que compliquer encore une situation déjà suffisamment délicate. Pour ma part, je vais m'appliquer dès maintenant à démontrer avec plus de force que précédemment aux Pays arabes que nous sommes sur le bon chemin et qu'ils ont tout intérêt à se rapprocher de nous. Si je dois, à cet effet, aller causer avec les chefs de gouvernement dans les différentes capitales du Proche-Orient, c'est bien volontiers que je m'y rendrai.

11. Nos relations avec la Bulgarie marquent une légère détente.

L'affaire du rapatriement des minorités turques, que nous estimons à 800.000 âmes environ, amena plusieurs surprises. La première: c'est que Sofia nous

ait offert de nous envoyer tout ce monde. Les Bulgares étaient sûrs que nous refuserions; aussi notre acceptation les étonna-t-elle. Le rapatriement commença et nous eûmes, dès le début, l'impression qu'il n'irait pas loin. En effet, se rendant compte de l'appauvrissement économique que constituait pour le pays le départ de ces populations sobres et laborieuses, Sofia nous envoya en nombre sans cesse grandissant de faux émigrants: espions, saboteurs, agents de propagande. Je fis alors fermer la frontière.

Il y avait aussi, comme indésirables, une tribu de Tziganes, forte de 126 personnes, dont les Bulgares avaient voulu se débarrasser. Depuis longtemps, nous leur demandions de les reprendre, mais en vain. Néanmoins, dernière surprise, Sofia vient de répondre affirmativement. Les Tziganes sont en train d'être renvoyés en Bulgarie.

Dans ces conditions, j'ai tenu à démontrer la bonne volonté turque en donnant l'ordre de rouvrir la frontière. Le rapatriement des minorités turques peut dès lors reprendre, mais si les Bulgares dépassent le contingent mensuel fixé ou s'ils nous envoient des indésirables, nous refermerons la frontière, sans rémission.

12. D'après les nouvelles que j'ai de Moscou, les choses ne vont pas très bien là-bas. Les dirigeants politiques de l'URSS ne sont plus unanimes entre eux quant à la politique à suivre en face de l'Occident qui prépare sa défense. Je suis certain que les Russes commencent à avoir peur. C'est là le seul moyen de les faire réfléchir. Jusqu'ici, ils ont gardé l'initiative de la querelle. Cela doit finir. Et s'ils considèrent

- 10 -

le Pacte balkanique comme une chicane de l'Occident à leur égard, je suis ravi de voir cette initiative passer de notre côté.

13. Lors de mon séjour à Athènes, mon ami M. Stéphanopoulos me présenta, entre autres diplomates le Chargé d'Affaires soviétique. Profitant de ce qu'il passait le dernier, celui-ci crut bon d'entrer en conversation avec moi. L'air excité, il me déclara sur un ton assez violent: "Pourquoi prenez vous donc tant de mesures politiques et militaires contre l'URSS, alors que celle-ci ne fait que déclarer qu'elle désire la paix?" Je répondis: "J'ai déclaré à tout le monde, et à votre Gouvernement également, que la Turquie, elle aussi, ne veut que la paix. Le seul souci du Pacte balkanique en gestation, ou du Pacte atlantique, est de garantir la paix à l'Europe. Il faudra vraiment que l'Occident ait un potentiel de guerre égal ou supérieur au vôtre pour que vous vous décidiez enfin à nous comprendre." Le Russe resta un moment la bouche ouverte et s'en alla sans répondre.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse :

